

*Débats (et désaccords entre marxistes) sur la Chine*

Les principaux dirigeants chinois actuels ne nient certainement pas la présence de *capitalistes* au sein de leur économie, exerçant leurs activités dans un très important secteur privé, qu'il soit autochtone ou d'origine étrangère. Mais, en général, ils considèrent plutôt ce secteur comme l'une des composantes d'une économie « mixte » où la prédominance est toujours accordée au secteur public, et où la puissance de l'État doit être assurée. Les discours de nombreux leaders du PCC soutiennent que la Chine se trouverait encore dans la « *phase première du socialisme* », soit une étape jugée incontournable pour développer les forces productives et qui demanderait beaucoup de temps afin d'arriver à son terme. Pourtant, selon eux, la visée historique resterait bien celle du socialisme avancé – même si, il est vrai, les contours de ce dernier sont loin d'être clairement définis. De telles déclarations politiques officielles clamant la persistance du socialisme dans ce pays ne sont-elles que de façade, ou l'habillage d'une forme dissimulée de capitalisme ? Ne mériteraient-elles pas qu'on les prenne au sérieux ? Le socialisme serait-il vraiment mort et enterré en Chine ? Nous ne le pensons pas<sup>1</sup>.

1. Ce chapitre doit beaucoup au travail réalisé en commun, ces dernières années, par T. Andréani et R. Herrera, et dont le lecteur trouvera les résultats dans les articles suivants : Andréani T. et R. Herrera (2013), « Système financier et socialisme de marché "à la chinoise" », *La Pensée*, n° 373, pp. 65-76, Paris (publié en chinois dans la revue *Marxism & Reality*, n° 02-2013, pp. 22-28, mars, Beijing) ; (2013), « Un Modèle social-démocrate pour la Chine ? », in P. Theuret - *Correspondances internationales* (dir.), *La Chine et le monde : développement et socialisme*, pp. 208-241, Le Temps des Cerises, septembre, Paris ; (2014), « Financial System and "Chinese Style Market Socialism" », in R. Herrera, W. Dierckxens et P. Nakatani (dir.), *Beyond the Systemic Crisis and Capital-Led Chaos - Theoretical and Applied Studies*, pp. 223-235, P.I.E. Peter Lang, juillet, Bruxelles et Berlin ; (2014), « Quel Modèle

Toutefois, dans les débats entre auteurs marxistes, une nette majorité d'entre eux affirme que l'économie chinoise serait désormais purement et simplement capitaliste. Ainsi, David Harvey (2005) croit apercevoir depuis les réformes de 1978 « *un néolibéralisme aux caractéristiques chinoises* » où un type singulier d'économie de marché aurait incorporé de plus en plus de dispositifs néolibéraux actionnés dans le cadre d'un contrôle centralisé très autoritaire. Quant à lui, et pour expliquer le succès de l'économie chinoise, Giovanni Arrighi (2009) mobilise une relecture à contre-courant de l'œuvre du classique Adam Smith, bien plus « progressiste » que ne le reconnaissent habituellement ses disciples partisans du libéralisme. D'après Arrighi, les élites chinoises utiliseraient « *le marché comme un outil de gouvernement* ». Leo Panitch et Sam Gindin (2013), analysant les implications de l'intégration contemporaine de la Chine dans les circuits de l'économie mondiale, y voient moins l'opportunité de réorienter le capitalisme global que la duplication par la Chine du rôle de « *complément* » jadis tenu par le Japon. Selon eux, la Chine fournirait ainsi aux États-Unis les flux de capitaux nécessaires afin de conserver leur hégémonie mondiale ; d'où une tendance lourde à la libéralisation des marchés financiers amenant le démantèlement des instruments de contrôle des mouvements de capitaux et sapant du même coup les bases du pouvoir du PCC<sup>1</sup>.

---

économique pour la Chine ? Analyse critique sur *La Voie chinoise* de Michel Aglietta et Guo Bai », *Marché & Organisations*, n° 21, pp. 163-183, Paris ; (2015), « Which Economic Model for China ? », *International Critical Thought - A Journal of the China's Academy of Social Sciences*, vol. 5, n° 1, pp. 111-125, Londres et Beijing ; (2015), « ¿Un Modelo socialdemócrata para China ? », *Revista Herramienta*, version web n° 16, février, Buenos Aires ; (2016), « Que modelo econômico para a China ? », *Marx e o Marxismo - Revista do NIEP da Universidade Federal Fluminense*, vol. 4, n° 6, pp. 13-34, Rio de Janeiro.

1. Harvey D. (2005), *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford University Press,

D'autres marxistes, certainement plus rares, mais non moins importants, chinois (Wen Tiejun, entre autres) ou étrangers (par exemple, Samir Amin ou Domenico Losurdo)<sup>1</sup>, continuent pourtant à défendre l'idée que le système en vigueur en Chine, bien qu'assimilable, dans une certaine mesure, à un « capitalisme d'État », laisserait ouvert un vaste éventail de trajectoires envisageables pour l'avenir. Dans cette partie finale, nous proposerons de pousser plus avant cette idée, jusqu'à soutenir que le système chinois contient toujours aujourd'hui des éléments clés du socialisme. Dès lors, l'interprétation de sa nature deviendrait compatible avec celle d'un socialisme de marché, ou avec marché, reposant sur des fondements qui le distinguent encore assez nettement du capitalisme.

### *Traits généraux du socialisme de marché à la chinoise*

Pour Marx, le capitalisme implique une séparation très forte entre le travail et la propriété des principaux moyens de production, tandis que les détenteurs du capital deviendraient eux-mêmes tendanciellement des collectifs, n'effectuant plus directement de travail dans les productions. Cela se réalise pleinement dans le capitalisme financiarisé oligopolistique actuel, dominant aux États-Unis et dans les grands pays capitalistes du centre du système mondial, où le management

---

New York; Arrighi G. (2009), *Adam Smith in Beijing: Lineages of the 21<sup>st</sup> Century*, Verso, Londres; Panitch L. et S. Gindin (2013), « The Integration of China into Global Capitalism », *International Critical Thought*, vol. 3, n° 2, pp. 146-158.

1. Par exemple: Wen T. (2001), « Centenary Reflections on the "Three Dimensional Problem" of Rural China », *Inter-Asia Cultural Studies*, vol. 2, n° 2, pp. 287-295; Amin S. (2013), « China 2013 », *Monthly Review*, vol. 64, n° 10, online; Losurdo D. (2017), « Has China Turned to Capitalism? - Reflections on the Transition from Capitalism to Socialism », *International Critical Thought*, vol. 7, n° 1, pp. 15-31.

est délégué à des gestionnaires, et où le profit d'entreprise prend la forme singulière de la valeur actionnariale. Selon ce critère fondamental de définition du système capitaliste, il apparaît que la plupart des petites entreprises chinoises — qui sont extrêmement nombreuses sur l'ensemble du territoire national — relèvent davantage de la production familiale ou artisanale que du mode de production capitaliste au sens strict. Ajouté à ceci, la logique du capitalisme est celle de la maximisation du profit individuel capté par les propriétaires des moyens de production. Or, ce n'est pas exactement ce qui est observé dans la plupart des grandes entreprises publiques chinoises, comme le montre la faiblesse, voire l'inexistence, des dividendes versés à l'État, qui ressemblent plutôt à une « taxe » sur le capital.

La séparation entre le capital et le travail est souvent très relative en Chine : elle est limitée dans les entreprises publiques — ce qui empêcherait même de les considérer, rigoureusement, comme une forme de « capitalisme d'État » —, et plus encore dans l'économie appelée « collective », où les travailleurs participent à la propriété du capital des unités de production, ou en ont même directement la propriété, comme dans le cas des coopératives (qu'elles soient pas actions ou non) et des « communes populaires » subsistantes. Bien sûr, même dans ces entités collectives, les travailleurs restent fréquemment, dans une certaine mesure, « séparés » de la gestion, mais toute cette économie collective non étatique, qui n'est pas négligeable, ne saurait être rangée sous la bannière du « capitalisme ».

Ainsi que nous avons eu l'occasion de le proposer dans une série de travaux antérieurs, réalisés en coécriture avec

Tony Andréani<sup>1</sup>, nous faisons une lecture du système politico-économique chinois comme un socialisme de marché, ou avec marché. En effet, un tel socialisme reposerait sur les dix piliers suivants, lesquels sont largement étrangers au capitalisme :

*i)* la pérennité d'une planification puissante et modernisée — cadre général d'application de la stratégie de développement suivie —, qui n'est plus le système rigide et hyper-centralisé des premiers temps de la révolution, mais qui prend désormais des modalités diverses et mobilise des instruments distincts selon les secteurs concernés ;

*ii)* une forme de démocratie politique, nettement perfectible à l'évidence, mais rendant possibles les choix collectifs qui se trouvent être à la base de cette planification ;

*iii)* l'existence de services publics très étendus, qui conditionnent la citoyenneté politique, sociale et économique et qui, en tant que tels, demeurent en dehors du marché, ou faiblement marchands ;

*iv)* une propriété de la terre et des ressources naturelles qui reste du domaine public, soit étatique au niveau national, soit collective au niveau local, garantissant ainsi un accès à la terre pour les paysans ;

*v)* des formes diversifiées de propriété, adéquates à la socialisation des forces productives : entreprises publiques (différant nettement des transnationales capitalistes, notamment pour ce qui regarde la participation des travailleurs à la gestion), petite propriété privée individuelle ou bien propriété socialisée — la propriété capitaliste étant, durant une transition socialiste longue, maintenue, voire encouragée, afin de dynamiser l'activité économique

---

1. Voir le détail de ces références donné dans la première note du présent chapitre.

d'ensemble et d'inciter à l'efficacité les autres formes de propriété;

*vi)* une politique générale consistant à accroître relativement plus rapidement les rémunérations du travail par rapport aux autres sources de revenus;

*vii)* la volonté affichée de justice sociale promue par les pouvoirs publics, selon une perspective égalitariste (face à une tendance de plusieurs décennies à l'aggravation des inégalités sociales, comportant des risques évidents de déstabilisation politique);

*viii)* une priorité accordée, de façon explicite et crédible, à la préservation de l'environnement, la protection de la nature étant désormais considérée par les pouvoirs publics du pays comme indissociable (et non pas antagonique) du progrès social, en tant qu'objectif du développement maximisant la richesse effective;

*ix)* une conception des relations économiques entre les États se fondant sur un principe gagnant-gagnant;

et *x)* des relations politiques entre États reposant sur la recherche systématique de la paix et de rapports plus équilibrés entre les peuples.

L'analyse de chacun de ces points ne va évidemment pas de soi, et fait l'objet d'âpres débats en Chine comme à l'extérieur — des débats qui sont d'ailleurs très loin d'être tranchés, mais qui existent et qui doivent être approfondis sans a priori ni idées reçues. En dépit du fait que l'on pourrait y identifier maintes limites, et lui adresser moult critiques (notamment celle d'être imprégné de nombreux mécanismes de marché, d'évidence, *capitalistes*), nous verrons que le socialisme « à la chinoise », ou « avec caractéristiques chinoises », lorsqu'il est confronté à cette grille de lecture établie en dix points, n'en est finalement pas très éloigné.

Pour en apporter la démonstration, nous examinerons successivement la place fondamentale des grandes entreprises publiques dans l'économie et la société chinoises, l'importance de la conception élargie des services publics et la modernisation des outils de planification centrale, mais aussi le contrôle exercé par les autorités sur le système bancaire et les marchés financiers, et la pertinence, la cohérence et le caractère « autocentré » de la stratégie de développement qu'elles ont adoptée.

### *Le rôle clé des entreprises publiques*

En Chine, plusieurs arguments sont avancés pour justifier l'importance du rôle tenu par les grandes entreprises publiques : ces dernières peuvent tout d'abord distribuer davantage à leurs employés ; ensuite, l'État est libre d'y définir le mode de gestion le plus approprié (notamment en matière de rémunérations) ; et enfin, la puissance publique peut plus facilement les mettre au service de ses projets collectifs. En outre, par l'intermédiaire de différents instruments à la disposition de l'organisme de gestion des participations, l'État affecte les bénéfices perçus à un fonds spécial de soutien des entités publiques qui le nécessitent. Par ailleurs, celles-ci jouissent également de certains avantages, tout particulièrement en matière de lignes de crédit et de taux d'intérêt consentis par les banques d'État. Tout ceci s'inscrit donc plutôt, on le comprend bien, dans une voie de développement socialiste.

Une explication de la force de ces entreprises publiques chinoises est qu'elles ne sont pas gérées comme les firmes transnationales occidentales. Ces dernières, cotées en

Bourse et tout entières orientées vers la logique de la valeur actionnariale, exigeant la maximisation de la distribution de dividendes à leurs propriétaires privés, de la valorisation des actions et des retours rapides sur investissements, fonctionnent en pressurant une chaîne de sous-traitants, domestiques ou délocalisés. Si les groupes publics chinois se comportaient de la sorte, d'une façon aussi rapace, ils agiraient au détriment des petites et moyennes entreprises locales et, plus largement, de tout le tissu industriel national, ce qui n'est manifestement pas le cas. Nous aurions alors affaire à une forme sauvage de « capitalisme d'État » — comme on le prétend très fréquemment —, et l'on ne voit plus comment cela pourrait entraîner une croissance économique aussi dynamique. La plupart de ces grandes entreprises publiques chinoises sont (ou sont re-devenues) rentables parce que la boussole qui les guide n'est pas l'enrichissement d'actionnaires privés, mais les priorités données à l'investissement productif et au service rendu à leurs clients. Peu importe au fond que leurs profits s'avèrent moins élevés que ceux de leurs concurrentes occidentales si elles servent, en partie tout au moins, à stimuler le reste de l'économie domestique et à dépasser une vision de rentabilité immédiate dès lors que le commandent des intérêts stratégiques supérieurs, de long terme ou d'échelle nationale.

L'une des spécificités de grandes entreprises publiques chinoises est ainsi de ne verser que fort peu de dividendes à l'État actionnaire (approximativement 10 % de leurs profits). Aujourd'hui, nombre d'experts internationaux préconisent d'augmenter ces dividendes, et il arrive même qu'en Chine, la Commission de Régulation de la Bourse semble parfois abonder dans ce sens. Cependant, une telle orientation, inspirée des pratiques des transnationales capitalistes du Nord, ne nous paraît pas constituer la bonne formule, car

ces entreprises publiques se trouveraient alors dépossédées de certains de leurs atouts majeurs et, tout en restant contrôlées par l'État, elles auraient tendance à en distribuer toujours plus pour s'attacher les faveurs des actionnaires privés, comme sont amenées à le faire les firmes occidentales — qui dépendent elles-mêmes le plus souvent des gestions de portefeuille des oligopoles bancaires et financiers mondialement dominants<sup>1</sup>. Ici, il vaudrait vraisemblablement mieux que l'État instaure une taxe officielle sur le capital, en forme de « loyer » pour la mise à disposition de ses biens, et que les entreprises publiques profitables puissent conserver une plus grande part de leurs bénéfices à des fins d'investissement productif ou de R&D.

À notre avis, les entreprises publiques chinoises, y compris celles opérant dans les secteurs industriels, ne doivent pas être gérées comme des groupes privés. Le « socialisme de marché à la chinoise » repose en effet sur le maintien d'un puissant secteur public dont le rôle est tout à fait stratégique pour l'économie. Tout porte à penser que c'est là l'une des explications essentielles des bonnes performances de l'économie chinoise, n'en déplaise aux idéologues néolibéraux qui prônent la généralisation de la propriété privée et de la maximisation du profit individuel. Cela est sans doute aussi lié à la taille de ces entreprises, véritables mastodontes dont les activités engendrent des économies d'échelle qui réduisent les coûts à tous les niveaux et qui fournissent à une myriade de petites et moyennes entreprises locales des intrants à très bon marché, garantissant ainsi des conditions de fabrication compétitives sur les marchés.

---

1. Herrera R. (2013), « La Domination de la haute finance états-unienne : origines, mécanismes, alternatives », *Marché & Organisations*, n° 19, pp. 127-146, Paris.

Une autre « supériorité » de ces entreprises publiques chinoises est le fait qu'elles autorisent une participation (certes limitée — par rapport à l'idéal communiste de contrôle effectif par les producteurs sur toutes les décisions concernant l'organisation des unités de production —, mais bien réelle) de leur personnel à la gestion, notamment par l'intermédiaire de leurs représentants au Conseil de Surveillance et au Congrès des Ouvriers. En revanche, l'instauration des principes de la logique actionnariale irait à l'encontre d'une telle participation des travailleurs, qu'il faut au contraire renforcer au maximum.

Avantage additionnel, les grandes entreprises publiques peuvent plus facilement répondre aux objectifs de la planification qui, en économie socialiste, s'efforcent prioritairement d'assurer la meilleure satisfaction possible des besoins de l'ensemble de la population et de promouvoir le développement économique et social. Il ne faudrait certainement pas imposer à ces entreprises des tâches politiques qui remettraient en cause leur autonomie et pèseraient sur leurs résultats. Toutefois, en supervisant la nomination et la gestion de leurs plus hauts dirigeants, les pouvoirs publics, dont dépendent de très nombreuses unités productives du pays, ont un moyen concret de garantir qu'ils agiront comme il convient dans les services publics — mais également dans les secteurs marchands, que le plan peut aider à orienter (par des subventions, la fiscalité...).

### *Services publics élargis et modernisation de la planification*

Les services sociaux (éducation, santé, retraites...) sont en totalité ou grande majorité entre les mains de l'État chinois — du gouvernement central ou, plus souvent, des gouvernements locaux. De tels services ne fournissent pas des biens

marchandisés par le secteur privé, mais des biens sociaux, qui sont nécessaires à l'exercice de la citoyenneté, et qui donnent aux individus la capacité d'être pleinement des sujets à la fois politiques, sociaux et économiques, c'est-à-dire bien formés, en bonne santé, ayant accès à des emplois, avec des équipements de transport, informés...

Néanmoins, la conception chinoise actuelle, très large, étend encore le périmètre des services publics à des biens dits « stratégiques », en ce sens qu'ils fournissent certains intrants essentiels à tout le reste de l'économie : de l'énergie, des infrastructures, des matériaux de base ou semi-finis, ainsi que des services bancaires et financiers ou les connaissances produites par la recherche fondamentale et appliquée. Si le secteur privé sert en général de complément ou de stimulant, le secteur public est volontairement et ouvertement favorisé par l'État dans l'exercice de la mise en concurrence des unités productives. Cette conception élargie des services publics considérés comme « stratégiques » pour le pays constitue l'une des forces principales de l'économie actuelle. Ce qui est ici en jeu, fondamentalement, c'est aussi la défense de la souveraineté nationale.

Un trait remarquable du système politico-économique chinois est sa puissante planification qui, si elle a beaucoup changé dans ses objectifs et ses instruments au cours des dernières décennies, continue d'être utilisée. Puissamment. Les discours présentés chaque année devant l'Assemblée nationale populaire indiquent si les objectifs chiffrés s'inscrivent dans le plan quinquennal ont été réalisés — et c'est très souvent le cas — et donnent à connaître ceux à atteindre pour l'année à venir. Cette planification, qui se projette vers le futur dans un monde empli d'incertitudes, est le lieu où sont élaborés et décidés des choix collectifs, en tant qu'expressions

d'une volonté générale. Elle est l'espace authentique où une nation se choisit un destin commun et le moyen pour un peuple souverain d'en devenir le maître, dans tous les domaines de l'existence : mode de vie, façons de consommer, de se loger et d'occuper ou d'aménager le territoire, définition précise des relations entretenues par les êtres humains avec leur environnement et la nature...

C'est aujourd'hui en réalité le PCC qui, pour l'essentiel, effectue ces choix pour le compte des citoyens chinois — le principe de consultation étant ici même de plus en plus posé comme une nécessité. Une telle planification « stratégique », particulièrement forte, et dont les techniques ont été assouplies, modernisées et adaptées aux exigences du temps présent — ce qui en fait toute l'efficacité (par l'intermédiaire des diverses décisions relatives aux commandes publiques, aux taux d'intérêt bonifiés, aux contrôles des prix des intrants, à commencer par ceux de l'énergie), est clairement, là encore, un trait distinctif d'une voie socialiste.

Toutefois, de toute évidence, nous sommes loin aujourd'hui de l'idéal égalitariste communiste. La Chine en pleine croissance économique est un pays où les inégalités sociales sont, à l'heure actuelle, très prononcées<sup>1</sup>. L'applica-

---

1. Les inégalités accompagnant la croissance sont complexes et ont de multiples aspects, allant de la concentration de richesses aux écarts villes-campagnes et entre régions, en passant par les disparités d'accès aux soins ou aux retraites, à l'éducation, à l'emploi, au logement... Elles impliquent des politiques économiques très différentes (en matière de protection sociale, de travail, de lutte contre l'inflation, de décentralisation, d'aménagement du territoire, de subventions publiques, de crédits, d'industrialisation, d'ouverture au commerce extérieur, mais aussi de contrôle des profits non distribués par les entreprises privées...). Elles ne peuvent être réduites à un problème de cycle de vie et de transmission de patrimoines (par héritage), comme le pense un Piketty, par exemple. Cf. Piketty T. et N. Qian [2011], « Income Inequality and Progressive Income Taxation in China and India », in Atkinson A. et T. Piketty (dir.), *Top Incomes: A Global Perspective*, pp. 40-75, Oxford University Press, New York). Pour sa critique: Herrera R. et Z. Long (2018), « The Laws of *Capital in the Twenty-First Century* in China. Piketty in Beijing », *China Economic Review*, online

tion de la ligne « égalitariste » a été un moment suspendue dans le but d'accélérer le taux de croissance du PIB du pays (d'où le fameux mot d'ordre : « enrichissez-vous ! ») ; puis fut relancée, récemment, avec une insistance placée de nouveau sur la promotion de thèmes de la justice sociale – et de lutte contre la corruption. Les résultats de cette politique au cours des dernières années ont d'ailleurs permis d'inverser, encore trop légèrement sans aucun doute, la tendance de long terme à l'accentuation des inégalités sociales, observée depuis 1978 surtout (voir les *Graphiques III-1, III-2 et III-3* sur le coefficient de Gini, la progression du PIB par tête et la proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté).

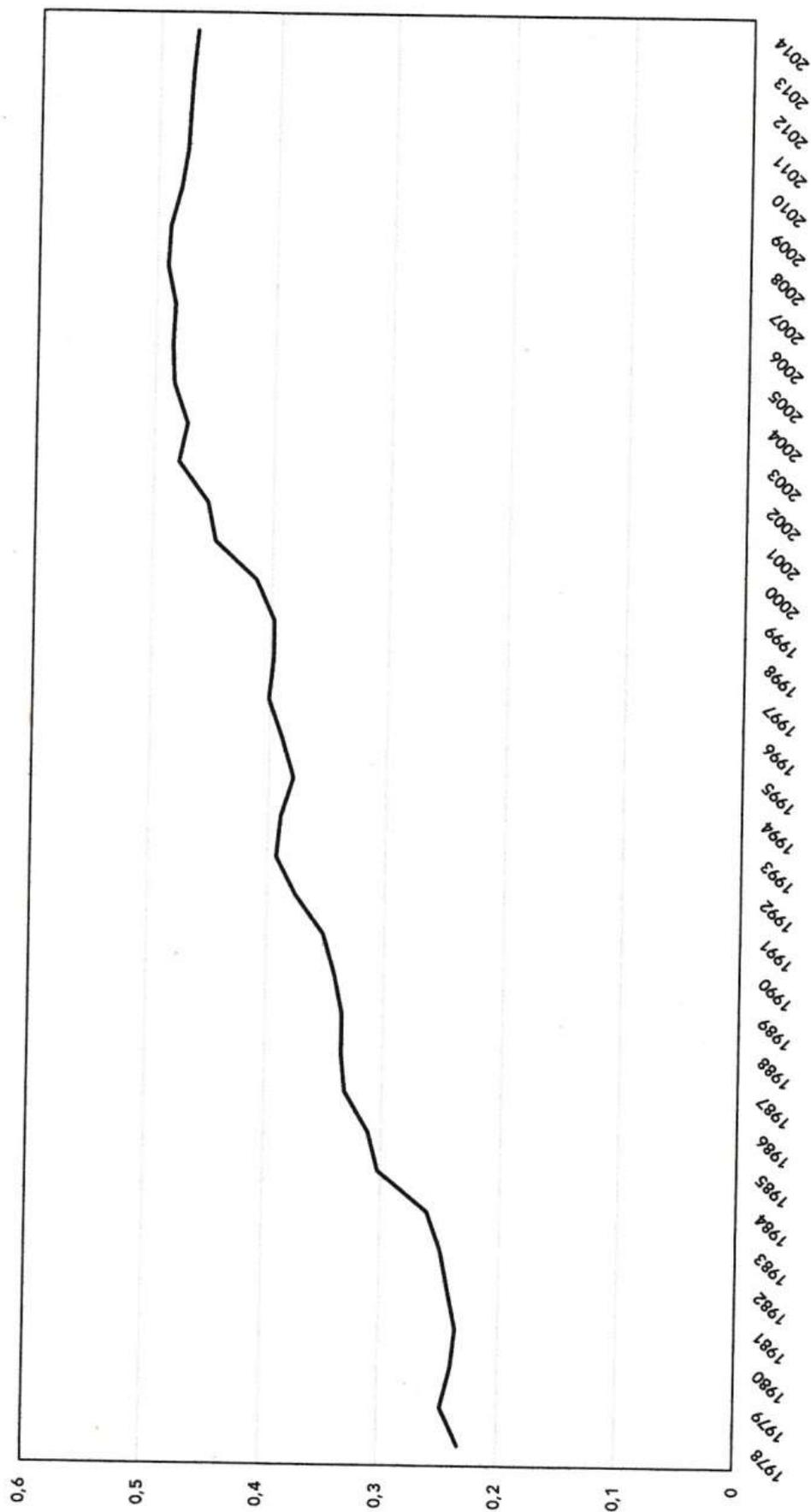
Cette nouvelle mise au point — en forme de remise en avant de la « morale socialiste » — par les hauts responsables du PCC pourra prêter au scepticisme, pour ne pas dire aux sarcasmes, quand on sait l'état très préoccupant des comportements dans la Chine actuelle : individualisme, consumérisme, affairisme, arrivisme, goûts du luxe et de la démonstration, cas de corruption... On ne devrait cependant pas prendre ce discours moral trop à la légère. Car il s'agit de celui de l'État chinois lui-même, qui s'oppose avec constance et fermeté, et avec une efficacité certaine, à cette dégradation des mœurs et des mentalités.

Cette éthique s'inscrit bien sûr dans une certaine continuité avec la tradition ancestrale du pays (confucianiste notamment), très souvent revendiquée par le pouvoir en place. C'est toutefois essentiellement de la modernité des idéaux du communisme même dont elle se réclame, et non pas, comme c'est quelquefois le cas en Occident, d'une jus-

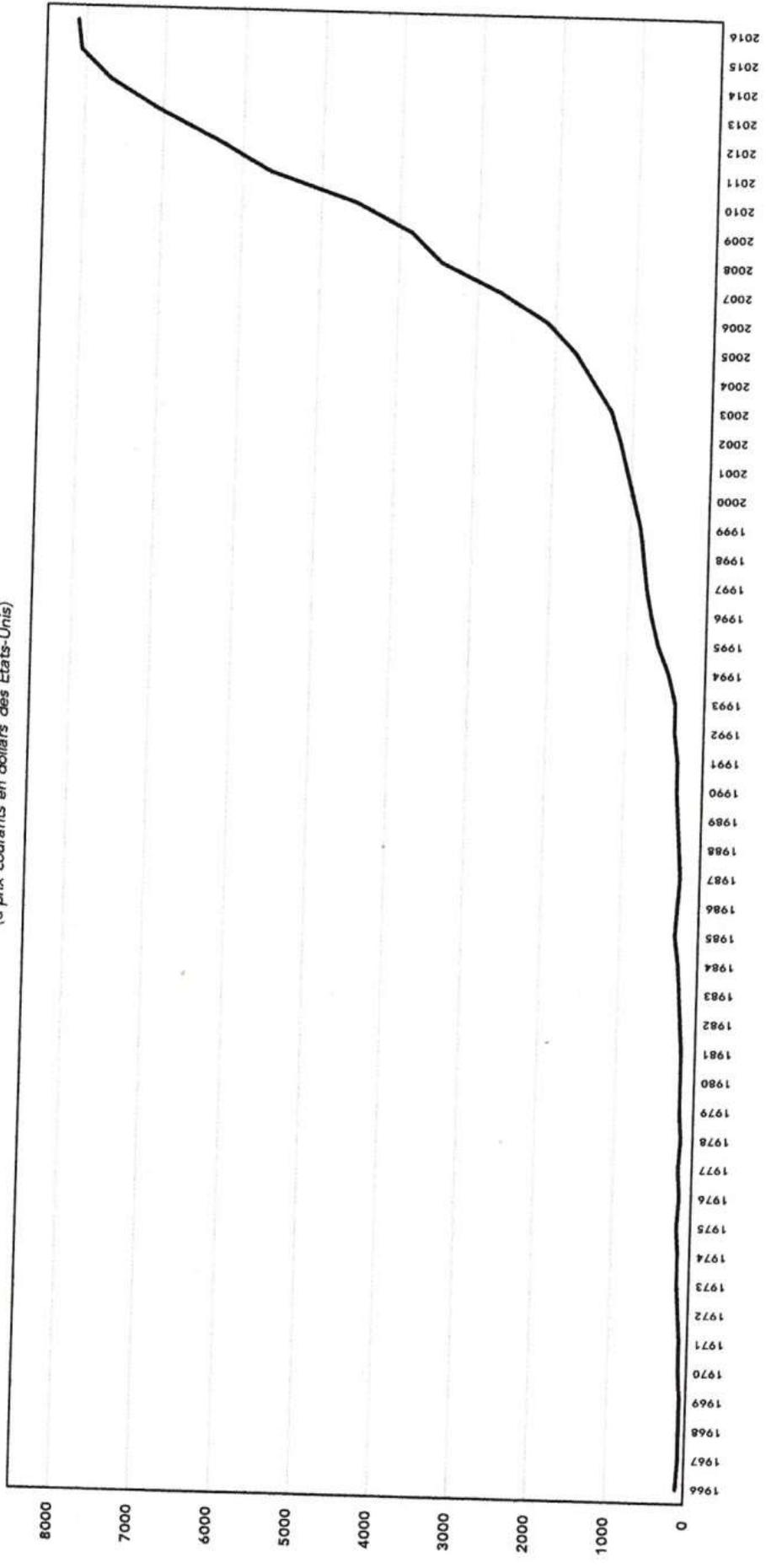
---

11 mars, Columbus (OH.). Également : Andréani T. et R. Herrera (2015), « Thomas Piketty : "réguler" le capitalisme » ? », *La Pensée*, n° 381, pp. 105-117, Paris.

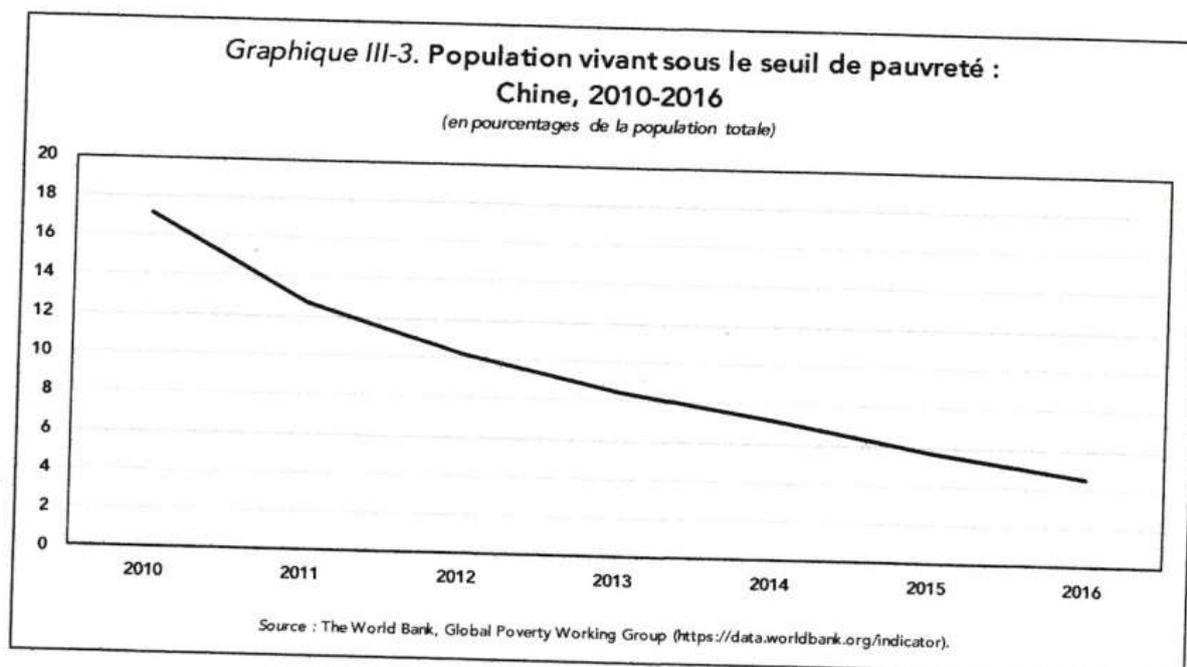
Graphique III-1. Coefficient de Gini : Chine, 1966-2016



**Graphique III-2. Niveau du PIB per capita sur un demi-siècle :**  
**Chine, 1966-2016**  
(à prix courants en dollars des États-Unis)



Source : The World Bank (<https://data.worldbank.org/indicator>).



tice sociale étroitement restreinte à une redistribution infime des revenus, d'une équité qui justifierait la perpétuation de « justes inégalités » et d'une amélioration minimaliste du sort des plus démunis dans la société, ou encore d'une démocratie « représentative » (ploutocratique en réalité) confisquant dans les faits toute participation réelle du peuple aux processus de décisions. C'est néanmoins dans le secteur public que l'État dispose des moyens les plus efficaces pour réduire vraiment ces inégalités sociales. Peuvent en effet être pleinement actionnés la participation des travailleurs à la gestion et le rôle de « locomotive sociale » assuré par les entreprises publiques dans l'économie. Voilà un argument supplémentaire qui milite encore en faveur du secteur public, dans l'optique d'un renforcement du socialisme.

Depuis le milieu de la décennie 1990, le système de la planification chinoise a été marqué par des transformations décisives. Auparavant, les différents producteurs se voyaient attribuer directement — et gratuitement — des objectifs à atteindre pour leurs productions en même temps que

l'intégralité des ressources physiques nécessaires à leurs réalisations, par le truchement du Plan. Les résultats de ces productions se distribuaient par la suite à travers un vaste dispositif d'affectations réalisées à prix fixés par les autorités étatiques. Cependant, dans un tel schéma, excessivement centralisé, quiconque recevait un bien devait l'accepter, ce, indépendamment de sa qualité ou du coût réel auquel il avait été préalablement fabriqué. Ce mécanisme limitait donc considérablement l'initiative des entreprises, comme aussi l'efficacité du secteur productif dans son ensemble. Dans de telles conditions, qualité et coût devenaient des problèmes d'ordre « administratif » ou « technocratique », et non plus des facteurs qui découlaient d'un système d'incitations principalement économiques. Les contraintes et les limitations de la production se manifestaient alors par une récurrence de crises de disponibilité de ressources matérielles.

Avec le passage progressif à une planification plus souple, monétarisée et décentralisée, mais toujours conduite par une autorité macroéconomique centrale, à compter de la fin des années 1990, une certaine autogestion en devises a pu se développer; le destinataire final s'est vu doté de la capacité de décider et d'acheter de façon autonome, et une meilleure concurrence est désormais possible, y compris en provenance d'offres extérieurs, tandis que les niveaux d'activité des unités de production ont cessé d'être strictement bornés par les affectations en termes physiques du Plan — ce qui révéla d'ailleurs des fréquents dysfonctionnements dans la gestion et de sérieuses insuffisances en matière de compétitivité. De tels changements, qui sont susceptibles de connaître de nouveaux perfectionnements, ont permis de rectifier certaines déficiences qui demeuraient insolubles dans le schéma antérieur trop rigide des mécanismes de régulation des producteurs,

et ont par là même rendu possible une évolution progressive vers une reproduction économique de type plus intensif — et plus respectueuse de l'environnement.

### *Contrôle du système bancaire et des marchés financiers*

Beaucoup d'observateurs jugent totalement obsolète le système financier chinois actuellement en vigueur. Citons, parmi eux, Frederik Mishkin, ancien membre du Conseil des Gouverneurs de la Réserve fédérale des États-Unis (de 2006 à 2008), professeur à l'Université Columbia de New York, mais aussi professeur honoraire à la Renmin University de Pékin, qui, en s'appuyant sur le postulat de l'efficience des marchés financiers et de leur supériorité dans l'allocation des ressources, pointe ce qui constitue à ses yeux le « *paradoxe* » du système financier de ce pays : la Chine est en marche vers un statut dit de « superpuissance », alors que son développement financier serait « *encore très en retard* »<sup>1</sup>. Son système juridique serait défaillant, les difficultés pour y faire respecter les contrats seraient innombrables, les principes comptables laxistes, les informations divulguées sur les créanciers trop rares, la réglementation bancaire demeurerait inachevée, le poids des établissements bancaires nationalisés serait dominant... Cela amène F. Mishkin à insister sur les incertitudes qui continueraient d'entourer, malgré certains « *progrès* » (comme les privatisations partielles de banques d'État, la réforme du régime des contrats, une nouvelle législation sur les faillites...), l'avenir de cette économie, conditionné d'après

1. Mishkin F.S. (2010), *The Economics of Money Banking and Financial Markets*, Pearson, Upper Saddle River.

lui par la « *modernisation* » du système financier. Comme lui, de très nombreux auteurs appellent à cette « *modernisation* », tout spécialement par le biais d'un essor des marchés financiers, qui serait indispensable, disent-ils, à la pérennisation de la croissance économique.

Et si les dirigeants chinois, qui poussent eux aussi à la « *modernisation* » du secteur financier, mais en se revendiquant toujours du « *socialisme* », poursuivaient des objectifs distincts de ceux que leur prêtent maints Occidentaux ? Certes, les réformes du système financier chinois se sont accélérées depuis 2005 et ont pris la forme d'une ouverture du capital des grandes banques d'État et de la création de bourses de valeurs. Ces mutations décisives ont suivi les trains de réformes des entreprises publiques, intervenus un peu plus tôt. Ces dernières avaient en effet été restructurées dans la seconde moitié de la décennie 1990 — leur champs d'action se voyant substantiellement réduit —, autonomisées par rapport aux orientations du Plan quinquennal, mais aussi transformées en sociétés par actions et incitées à adopter des critères de gestion de plus en plus explicitement marchands, à s'inspirer même des méthodes de la finance de marché, et à développer des partenariats avec des investisseurs extérieurs, en particulier dans les « *zones d'exportation spéciales* ».

Ainsi, l'introduction en Bourse des principales banques du pays (notamment, l'Industrial and Commercial Bank of China, la China Construction Bank Corporation et la Bank of China) fut précédée par l'entrée d'institutions financières étrangères dans la structure de leur capital (respectivement UBS [Suisse], Bank of America [États-Unis] et Goldman Sachs [États-Unis]), afin de faciliter — officiellement —

l'apprentissage des techniques de la *corporate governance*<sup>1</sup>. Il convient néanmoins ici de noter que le système de financement de l'économie chinoise reste encore aujourd'hui, dans une très large mesure, fondé sur l'intermédiation bancaire — même s'il est vrai qu'il tend à s'en éloigner assez vite, au motif avancé par les autorités politiques de trouver un « équilibre » entre les financements par les marchés financiers et par les crédits bancaires. C'est aussi cette prédominance de l'intermédiation bancaire qui explique pour partie le poids pris par ces grands établissements bancaires chinois, mesuré par le montant des actifs ou, dans de moindres proportions, par le niveau des capitalisations boursières, en comparaison de leurs homologues étrangers (voir *Tableaux III-1, III-2 et III-3*).

L'argument de la soi-disant « répression financière » du modèle chinois trouve certainement nombre d'adeptes à l'intérieur du pays, où ne manquent pas les responsables économiques ou politiques, à Shanghai, Hong Kong ou ailleurs, qui considèrent qu'une telle « modernisation » est souhaitable, sinon inévitable. D'aucuns ont prétendu que l'importance du crédit bancaire dans le financement de l'économie chinoise s'expliquerait par des raisons d'ordre juridique (un droit des affaires mal défini), culturel (une tradition confucéenne qui mobiliserait des relations interpersonnelles davantage que des contrats) ou social (un « conservatisme » et une aversion pour le risque)<sup>2</sup>. Peut-être ne faudrait-il cependant pas confondre « modernisation » et...

1. Lire ici: Herrera R. (2004) « "Good Governance" contre bon gouvernement », *Joint Written Statement rédigé pour le CETIM* (en association avec l'*American Association of Jurists*), session du Conseil des Droits de l'Homme de l'Organisation des Nations unies, juin, Genève.

2. Cf. le débat engagé avec plusieurs économistes chinois, dans: Andréani T. et R. Herrera (2013), « Système financier et socialisme de marché "à la chinoise" », *La Pensée*, n° 373, pp. 65-76, Paris.

adoption de la voie capitaliste, ou de l'une de ses variantes — ce qui impliquerait le renoncement au projet socialiste. Or, il est loin d'être clair qu'un tel choix en faveur de la finance de marché ait été définitivement fait, tant demeurent massives les interventions des autorités monétaires dans le système financier, et perceptible le grand pragmatisme de leur démarche.

**Tableau III-1. Classement 2018 des 36 plus grandes banques du monde selon le montant des actifs**  
(en milliards de dollars étasuniens)

Rang	Nom de l'établissement bancaire	Nationalité	Montant des actifs (en milliards de dollars étasuniens)
1	Industrial and Commercial Bank of China	R.P. de Chine	4 009,26
2	China Construction Bank Corporation	R.P. de Chine	3 400,25
3	Agricultural Bank of China	R.P. de Chine	3 235,65
4	Bank of China	R.P. de Chine	2 991,90
5	Mitsubishi UFJ Financial Group	Japon	2 784,74
6	JPMorgan Chase & Co.	États-Unis	2 533,60
7	HSBC Holdings PLC	Grande-Bretagne	2 521,77
8	BNP Paribas	France	2 357,07
9	Bank of America	États-Unis	2 281,23
10	Crédit Agricole	France	2 117,16
11	Wells Fargo & Co.	États-Unis	1,951.76
12	Japan Post Bank	Japon	1,874.02
13	Citigroup Inc.	États-Unis	1,842.47
14	Sumitomo Mitsui Financial Group	Japon	1,775.14
15	Deutsche Bank	Allemagne	1,765.85

16	Banco Santander	Espagne	1,736.23
17	Mizuho Financial Group	Japon	1,715.25
18	Barclays PLC	Grande-Bretagne	1,531.73
19	Société Générale	France	1531,13
20	Groupe BPCE	France	1512,27
21	<b>Bank of Communications</b>	<b>R.P. de Chine</b>	<b>1 389,07</b>
22	<b>Postal Savings Bank of China</b>	<b>R.P. de Chine</b>	<b>1 385,12</b>
23	Lloyds Banking Group	Grande-Bretagne	1 097,67
24	Royal Bank of Canada	Canada	1 038,53
25	Toronto-Dominion Bank	Canada	1 026,36
26	ING Group	Pays-Bas	1 016,11
27	Norinchukin Bank	Japon	1 006,98
28	UniCredit	Italie	1 004,79
29	Royal Bank of Scotland Group	Grande-Bretagne	997,58
30	<b>Industrial Bank (China)</b>	<b>R.P. de Chine</b>	<b>986,55</b>
31	<b>China Merchants Bank</b>	<b>R.P. de Chine</b>	<b>967,87</b>
32	Intesa Sanpaolo	Italie	961,22
33	<b>Shanghai Pudong Development Bank</b>	<b>R.P. de Chine</b>	<b>942,88</b>
34	UBS	Suisse	939,54
35	Goldman Sachs	États-Unis	916,78
36	<b>China Minsheng Bank</b>	<b>R.P. de Chine</b>	<b>907,08</b>

Source : S&P Global Market Intelligence Report 2018 of the 100 largest banks in the world, « The World's 100 Largest Banks », Standard & Poor, 6 avril 2018. Disponible en ligne sur : <https://platform.mi.spglobal.com/web/client?auth=inherit#news/article?id=44027195&cdid=A-44027195-11060>.

Note : L'enregistrement comptable du montant total des actifs des établissements bancaires aux États-Unis utilise la méthode dite des « Principes comptables généralement admis aux États-Unis » ou « US GAAP » (*United States' Generally Accepted Accounting Principles*), et non celle des « Normes internationales d'Information financière » ou « IFRS » (*International Financial Reporting Standards*), ce qui conduit le plus fréquemment à ne reporter que les positions nettes pour les produits dérivés des banques, et donc à sous-estimer les actifs en produits dérivés des établissements étasuniens par rapport au reste du monde.

**Tableau III.3. Classement 2018 des pays d'origine des 36 plus grandes banques du monde**

Pays	Nombre de banques du pays parmi les 36 premières banques du monde classées selon les actifs	Nombre de banques du pays parmi les 36 premières banques du monde classées selon la capitalisation
R.P. de Chine	10	6
États-Unis	5	10
Japon	5	2
France	4	1
Grande-Bretagne	4	3
Canada	2	4
Italie	2	1
Allemagne	1	1
Espagne	1	1
Pays-Bas	1	1
Suisse	1	1
Australie	0	4
Brésil	0	2

Les pouvoirs publics chinois procèdent en réalité par à-coups, ou avancées et reculs, dans un contexte d'intégration plus poussée — mais contradictoire — du pays dans le système mondial. C'est surtout le cas dans chaque phase de ralentissement de la croissance économique, comme après 2008, période marquée par une réactivation des crédits bancaires venant corriger les ratés de la finance globale. Au tournant des années 1990, les banques qui s'étaient engagées dans des opérations aventureuses (dans la finance ou dans certains domaines connexes, comme ceux de l'assurance ou du secteur de l'immobilier...) avaient été interdites de le faire entre les années 1992 et 1995, à la suite des graves

désordres consécutifs à la crise traversée en 1989-1991 — même si elles ont été depuis autorisées à mener des opérations « mixtes », combinant crédits bancaires et interventions sur les marchés financiers. Récemment, dans la période postérieure à 2008, les autorités chinoises ont été obligées de réagir énergiquement afin d'atténuer l'impact socio-économique déstabilisateur de la crise globale importée — crise communément qualifiée de « financière », mais en fait *systémique*, une crise du capitalisme global sous domination de la haute finance étasunienne —, en faisant évoluer le cadre institutionnel existant, en se dotant de puissants instruments de contrôle et en consolidant leur stratégie de développement national.

En Chine, la thèse de la prétendue « *efficience des marchés financiers* » n'a donc pas que de fervents partisans. En témoignent les appels à une réforme en profondeur de l'ordre monétaire et financier mondial régulièrement lancés par les principaux dirigeants politiques du pays. Ces derniers sont évidemment conscients des graves dysfonctionnements des marchés financiers — versant volontiers dans la prophétie auto-réalisatrice, secoués par de fréquents emballements mimétiques, dépourvus de forces de rappel, gangrenés par des pratiques spéculatives détournant de leur fonction initiale les instruments de couverture contre les risques. Ils connaissent aussi les avantages procurés par l'intermédiation bancaire et préfèrent, en conséquence, conserver la plus grande part du système bancaire sous le strict contrôle de l'État — tout en s'efforçant d'en améliorer le fonctionnement. Ces mêmes dirigeants chinois répugnent également à abandonner le modèle de la « banque universelle » et s'orientent plutôt vers un schéma consistant à tolérer les opérations mixtes, mais effectuées dans des filiales spécialisées, séparées du reste du holding (public) et placées sous la stricte vigilance de la Commission de Régulation bancaire.

De surcroît, les taux d'intérêt demeurent encore dans l'ensemble largement administrés, malgré les réformes engagées — et récemment accélérées dans le sens de la « libéralisation ». Pour ceux d'entre eux qui ont été libéralisés, sur les obligations émises par les institutions financières, par exemple, l'offre de crédit reste toujours fortement contrôlée par la Banque centrale (la *People's Bank of China*, qui est tout sauf « indépendante » — en clair, tout sauf dépendante des oligopoles de la haute finance mondialisée), notamment par le biais du montant des réserves obligatoires. Le relâchement graduel des contraintes imposées aux établissements bancaires pour fixer les taux servis sur les dépôts ne saurait faire oublier qu'historiquement, les autorités monétaires ont volontairement réduit au minimum (soit sous le rythme de l'inflation) la rémunération de ces dépôts — ce qui n'a pas infléchi le taux d'épargne domestique, très élevé (*Graphique III-4*).

Limiter l'excessive facilité des banques à disposer d'une épargne à bon marché et freiner la libéralisation des taux d'intérêt ne traduit aucunement une inefficacité à mobiliser les ressources et n'est pas en soi une mauvaise chose, au vu des catastrophes financières en chaîne observées à l'échelle mondiale depuis 2007-2008 et de l'incapacité des Banques centrales occidentales à conserver la maîtrise de politiques par les taux d'intérêt, dorénavant placées sous le contrôle effectif des oligopoles financiers et rendues *de facto* inaptes à relancer les investissements productifs, ou même à faire respecter des règles prudentielles élémentaires sur les fonds propres ou les échanges de produits dérivés.

Depuis l'éclatement de la crise capitaliste globale en 2007-2008 et l'identification des risques systémiques qui lui sont associés, comme ceux liés à un éventuel effondrement du dollar étasunien ou à une dislocation du système financier

mondial, la question s'est trouvée posée de l'opportunité d'une internationalisation du renminbi chinois, pour en faire l'une des monnaies de réserve internationale. En mars 2012, le Japon — deuxième pays détenteur de bons du Trésor étasunien, après la Chine — devenait ainsi le premier pays du Nord à acquérir des obligations d'État chinoises libellées en renminbi. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2016, la monnaie chinoise est même entrée, après approbation par le Conseil d'administration du Fonds monétaire international, en tant que devise librement utilisable, dans le panier du système des Droits de Tirages Spéciaux (DTS) aux côtés du dollar étasunien, de l'euro, du yen et de la livre sterling.

L'une des spécificités — et des forces — de l'économie chinoise, c'est la torsion volontariste des prix des « facteurs de production ». Le gouvernement a eu raison de ne pas laisser les marchés fixer de façon dite « libre » le prix de l'argent afin de rester maître de l'offre de crédit. Celle-ci est en effet difficile à contrôler, mais vitale pour l'économie nationale. Les autorités étatiques, qui disposent d'une vision macroscopique des risques, sont les seules véritablement en mesure de guider l'économie prise dans son ensemble, en fonction des orientations d'un Plan central. Les taux d'intérêt administrés ne permettent toutefois pas d'ajuster suffisamment rapidement les besoins de financement des entreprises et l'offre d'épargne émanant des ménages. Peut-être conviendrait-il alors de préférer un régime de taux « semi-administrés », doté de plafonds pour l'offre de crédits et de planchers pour la rémunération de l'épargne — tout en procédant à des modifications régulières de ces taux selon les exigences de la planification. En conséquence, nous penchons plutôt, dans ce débat relatif aux taux d'intérêt, en faveur du maintien d'un certain dirigisme<sup>1</sup>.

---

1. Lire ici : Andréani T. et R. Herrera (2013), « Système financier et socialisme de